

CONFERENCE DE TERRITOIRE DE SANTE 75

REUNION DU VENDREDI 30 SEPTEMBRE 2016

CENTRE HOSPITALIER SAINTE ANNE

Salle du Conseil de Surveillance

1, rue Cabanis, 75014 Paris

9h00 – 12h00

COMPTE-RENDU

1) Accueil de M. CHASSANIOL, Directeur du Centre hospitalier Sainte Anne

2) Approbation du compte-rendu de la réunion du 17 juin 2016

Le compte rendu est approuvé.

3) Tour de table / recueil des propositions des futurs thèmes

Les thématiques proposées par les membres sont les suivantes :

Raphaël YVEN (CHT psychiatrique parisienne) :

- la question des parcours des patients en psychiatrie : comment améliorer les coopérations et les liens entre les acteurs (médecine de ville, hôpital, Ville de Paris, etc) et le renforcement de la capacité d'action des patients et usagers (autonomie, rétablissement,...) et comment la Conférence de territoire peut s'en saisir et impulser cette synergie entre les acteurs.

Dr STOPPA-LYONNET (Conseil de Paris) :

- le mal-être psychique des jeunes (actions de dépistage, prise en charge,...), thème débattu lors des Assises de la santé et du Conseil local de santé mentale du 5^{ème} arrondissement et pour lequel le Projet de loi de financement de la sécurité sociale (PLFSS) prévoit un financement pour expérimenter la détection des troubles psychiques chez les jeunes par des psychologues agréés par l'ARS
- la prévention en termes de santé (surcharge pondérale, tabac,...) et aller au-delà de la simple information pour aller vers de l'accompagnement (par un diététicien par exemple)

Mme ROUSSY (UNAFAM) :

- le projet ASAP : recherche et détection des troubles psychiques dès le plus jeune âge

Mme LEFEVRE (UNAFAM) :

- l'accompagnement tout au long de la vie des personnes atteintes de troubles psychiques

Dr HERCOT (URPS Médecins) :

- la désertification médicale et l'évolution démographique des médecins à Paris
- le rôle des médecins généralistes et spécialistes dans les soins de premier recours

- la coordination avec l'hôpital suite aux réorganisations hospitalières (ex : Hôpital universitaire nord du Grand Paris)

M. DESCHAMPS (Comité de Paris de la Ligue contre le cancer) :

- la mise en œuvre des nouvelles compétences de la Conférence
- comprendre l'articulation entre les différentes politiques publiques : coordination de la construction des priorités et de leur suivi, notamment dans les domaines ambulatoire et de la prévention (inégalités sociales de santé, parcours éducatif de santé, etc).

Mme KASPERS (Les Papillons blancs) :

- faire un état, comprendre comment se met en place la sollicitation croissante du secteur médico-social en aval de l'hospitalisation (autres modèles à mettre en place ?)
- que soit prise en compte la parole, les désirs et les besoins des personnes au départ de toute chose (et pas en fin) (sujet transversal fondamental)

Dr ZALAMANSKY (Mouvement pour le planning familial) :

- l'interruption volontaire de grossesse (délais légaux et coût de la prise en charge, la prise en charge à l'étranger)
- la santé des migrantes

M. BESSIERE (UFC Que choisir) :

- les actions en faveur de l'accès aux soins
- l'encadrement du coût des médicaments

Mme GUIGNARD (à titre personnel car le CODERPA doit être supprimé et remplacé par un CDCA (Comité départemental de la Citoyenneté et de l'Autonomie, où il y aura à la fois la représentation des Personnes Agées et des personnes handicapées):

- l'information et la représentativité des usagers dans les établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux
- la prévention et le parcours des soins des personnes âgées
- le coût des médicaments

M. MATHIEU (Mutualité française) :

- les évolutions des métiers dans la santé et comment on va aller jusqu'au « patient expert »
- l'utilisation des nouvelles technologies dans la santé : expertise des techniques au niveau hospitalier mais retard dans les parcours de santé dans la Cité

M. DE LA SEIGLIERE (Pôle Démocratie sanitaire - ARS Ile-de-France) suit les sujets de l'Agence depuis sa création et souhaiterait que soient mutualisés dans la mesure du possible les travaux des différentes commissions de la Commission régionale de la santé et de l'autonomie (CRSA) avec ceux de la Conférence de territoire.

Il note que certains sujets sont déjà l'objet d'une préoccupation des directions métiers de l'Agence (virage ambulatoire, prévention, parcours de santé,...).

Il reconnaît que la prise en compte de la parole des patients et la notion de patient expert sont des sujets qui méritent une meilleure connaissance et espère que la commission spécialisée en santé mentale et la formation spécifique organisant l'expression des usagers des futurs conseils territoriaux de santé pourront répondre aux préoccupations des membres.

Dr TANNEAU (URPS Médecins) regrette que les problématiques du monde libéral ne soient pas plus abordées et dénonce une absence de démocratie sanitaire.

- la santé sexuelle (conséquences du diabète, contraception, IVG, MST, vaginisme)
- Tabac info service
- La e-santé (Territoire de Santé Numérique (TSN), Terrisauté)
- La démographie médicale
- Les Groupements hospitaliers de territoire (GHT)
- Le secret professionnel partagé (décret n°2016-994 du 20 juillet 2016)

Il insiste sur le fait que les sujets de la Conférence doivent essayer de coller le plus possible à l'actualité.

Mme OLIVIER-THOMAS (invité permanent) regrette que les établissements de santé ne soient pas plus représentés à la Conférence et que cette dernière n'ait pas été consultée sur, par exemple, la synchronicité des soins sur le territoire dans le cadre de la création de l'Hôpital universitaire nord du Grand Paris.

M. LEROY (Réseaux) regrette que la richesse des échanges de la Conférence n'ait pas plus d'écho « hors les murs » (podcasts, visioconférence, participation des internautes etc).

Dr REGENSBERG (Conseil départemental de l'Ordre des Médecins) :

- le constat de l'inéquation entre l'ambition du virage ambulatoire et du maintien à domicile avec les moyens des médecins libéraux (baisse de la démographie médicale en secteur 1, désinstallations)
- le secret médical (sujet national)
- la santé des médecins

Dr PEQUART (Fédération Addictions) :

- dans le domaine des addictions, l'ouverture de la 1^{ère} salle de consommation à moindre risque (SCMR) en France dans le nord parisien, méconnue de l'ensemble des intervenants de la santé.

Dr SIMONIN (Entraide universitaire) :

- le parcours de vie de la personne handicapée et en particulier leur vieillissement
- l'inclusion des jeunes personnes handicapées dans la Cité

M. ANAVI (FEGAPEI) :

- le parcours de santé et de vie des bénéficiaires handicapés mentaux : trouver des solutions innovantes concernant les dispositifs existants (foyers, relais) et créer des passerelles entre le secteur du handicap mental et le secteur de la santé mentale.

Mme PIOU (Direction Départementale de la Cohésion Sociale) :

- la réduction des risques (SCMR)
- le sport sur ordonnance

M. DUMAS (URPS Masseurs kinésithérapeutes) :

- l'exercice de la profession de masseur-kinésithérapeute à Paris, l'accès aux soins à domicile notamment dans les dispositifs PRADO (programme d'accompagnement de retour à domicile après une hospitalisation) et PAERPA (personnes âgées en risque de perte d'autonomie)
- la prévention (intervention de masseurs-kinés dans les écoles primaires)

Dr DENANTES (FEMASIF) :

- la situation des migrants à Paris : est-ce qu'un tel afflux de migrants est une première à Paris (aborder la question sous l'angle historique, faire venir un historien), présentation du projet de centres humanitaires d'accueil par la Ville de Paris, incohérence des politiques publiques entre mise à l'abri et interpellations violentes...
- les conseils locaux de santé mentale (CLSM), les RESAD (instance de concertation pluriprofessionnelle pour situations complexes) : définition et missions
- le handicap et l'éclatement des familles lorsque les jeunes doivent aller en Belgique pour trouver des places et être pris en charge
- la prévention (notamment tabac et surcharge pondérale en axant sur les inégalités sociales de santé)
- la démographie médicale, les visites à domicile

Dr CARTACHEFF (invité permanent) :

- l'insécurité dans les écoles : conduite à tenir en cas d'intrusion armée (se protéger, fuir) et essayer de comprendre les phénomènes de radicalisation qui s'apparentent à des phénomènes sectaires (santé mentale des jeunes attirés par Daech)

Mme BUISSON (France Alzheimer) :

- les passerelles et liaisons Ville-Hôpital pour les usagers
- la récolte de la parole des malades et des aidants pour éviter une « désocialisation collective »

Dr HARVEY (Président CME Hôpital des Diaconesses) :

- la santé des femmes (la périnatalité, l'accès à l'IVG, l'éducation sexuelle, la prévention des grossesses non désirées, la contraception)

M. LOUP (URPS Pharmaciens) :

- l'accès aux soins de ville à Paris
- comment se soigner à Paris en 2050 ?

M. LAURET (Conseil de Paris) – par correspondance :

- point sur la démographie des médecins généralistes et sur l'accès aux consultations en secteur 1 sur le territoire parisien,
- faire avec la Ville de Paris un suivi des mesures d'aide à l'installation.

Le Président remercie les participants pour leurs propositions qui concernent des questions de santé globale (santé mais aussi bien-être et mieux-vivre ensemble).

Il rejoint M. DESCHAMPS pour ce qu'il y ait une lisibilité de ce qui est mené et prévu à Paris d'ici 2026 ; et que cela soit fait en concertation Ville-ARS et que la Conférence (Conseil) soit artisan de cette coordination, en s'appuyant sur le point de vue des usagers dans une cité citoyenne d'entraide.

Il espère que les personnes qui seront présentes dans le Conseil territorial, qui aura un rôle plus important que la Conférence en termes de propositions, pourront étudier ces questions, mener ces travaux et mieux les diffuser afin que les positions qui seront prises soient des positions éclairées.

4) Vote de la proposition du bureau sur l'option territoriale et remise du décret sur les Conseils territoriaux de santé

Le Président soumet au vote la proposition du bureau de conserver le département comme niveau territorial souhaitable pour l'efficacité démocratique des futurs conseils territoriaux de santé.

Rappel de la décision du bureau du 27 juin 2016 :

« Pour le futur conseil territorial de santé, la CTS 75 souhaite garder l'échelon de la ville-département en :

- Intégrant le niveau local d'arrondissement en raison :
 - o De l'apport de leurs outils de démocratie locale et de coordination (Conseil Local de Santé et Conseil Local de Santé Mentale)
 - o De leur connaissance des besoins
- Sollicitant les élus en responsabilité de politiques ayant un impact santé (logement, transport...)
- Travaillant avec d'autres territoires périphériques pour aborder certaines thématiques communes (les idées et pratiques des villes jouxtant les 19ème et 20ème arrondissements pourraient être plus proches des mêmes réalités que celles unissant ces arrondissements avec ceux situés plus à l'ouest.
- Renforçant ses liens avec la CRSA
- Se saisissant ou en étant saisi sur toute question relative aux parcours de santé particulièrement dans la perspective d'une diminution et d'une déconstruction des inégalités sociales de santé et d'une simplification des dispositifs et des champs de responsabilités existants.

Cette proposition sera révisable en fonction des modifications à venir concernant la géographie politique des territoires (métropole du grand Paris, disparition des départements...) ».

Le Bureau de la Conférence souhaite en effet que l'on arrête de coordonner des dispositifs multiples inventés par la loi ; que sur des mêmes sujets les gens se mettent tous autour de la table et soient dans la co-élaboration et la co-construction, et non plus dans la coordination qui fait répéter (on oublie, on reprend) et finalement crée des instances parallèles qui ne parlent pas et finissent par se fâcher en essayant de se différencier.

Les membres souhaitant prendre cette position devront alors solliciter des initiatives vis-à-vis de la Ville et dire ce sur quoi ils souhaitent avancer et comment.

Le Dr STOPPA-LYONNET, également conseillère de la Métropole du Grand Paris, sera très attentive, dans le cadre de la Métropole du Grand Paris, à ce qui pourra être fait en coordination avec les futurs Conseils territoriaux de santé.

Mme PIOU souhaite compléter la proposition du bureau : « Sollicitant les élus et *les responsables des politiques publiques* ayant un impact santé (logement, transport...) ».

Mme GUIGNARD ne souhaite pas participer au vote.

La majorité des membres s'expriment en faveur du département mais le quorum n'est pas atteint (20 votants/49 membres). Le Président soumettra de nouveau le choix du département au vote, sans condition de quorum, à la prochaine réunion.

Il propose que soit néanmoins transmis au Directeur général de l'ARS cet avis favorable en faveur du département.

5) Communication sur la campagne nationale « Moi(s) sans tabac », novembre 2016

*Intervention de M. Jacques DESCHAMPS, Comité de la Ligue contre le Cancer de Paris
Cf. présentation powerpoint en annexe*

M. DESCHAMPS déplore que le Comité de la Ligue contre le cancer, qui a répondu à l'appel d'offres de l'ARS il y a plusieurs mois, et engagé des ambassadrices, n'ait encore reçu aucun financement et n'ait pas le droit de communiquer sur la campagne, qui n'a pas à ce jour encore été officiellement lancée par la Ministre.

Les Dr DENANTES et TANNEAU regrettent que l'information soit tardive et que la documentation en direction des fumeurs ne soit pas déjà dans les salles d'attente des cabinets médicaux.

Le Dr CARTACHEFF demande s'il y a des objectifs chiffrés d'arrêt du tabac ; M. DESCHAMPS lui répond que la variation des indicateurs sur la cohorte nationale sera évaluée par l'agence nationale Santé publique France.

La Conférence est favorable pour donner un avis sur la mauvaise préparation de la campagne.

6) Point sur l'avancée des travaux des Assises de la Santé

*Intervention du Dr Muriel PRUDHOMME, Adjointe au Sous-Directeur de la Santé, DASES
Cf. présentation powerpoint en annexe*

Elle souligne l'importance du décloisonnement entre les acteurs qui commence à prendre (de nombreux professionnels sont présents) et l'importance de la territorialisation des actions pour agir au plus près des populations et réduire les inégalités sociales de santé. Elle espère que les propositions, sous forme de fiches actions, émises lors des Assises serviront d'ossature au contrat local de santé qui sera conclu entre la Ville de Paris et l'ARS.

M. DE LA SEIGLIERE est très impressionné par la richesse des thèmes abordés, la mobilisation et la capacité d'organisation des débats, et pense qu'en termes de démocratie sanitaire, il serait intéressant que soit fait un retour sur les Assises ainsi qu'un focus sur le Forum (comment il vit, retours).

Mme LEFEVRE se pose la question de l'interférence entre les Assises et le schéma départemental des personnes handicapées et attend les préconisations et actions qui vont découler des Assises.

Le Dr PEQUART et Le Dr PRUDHOMME évoquent la reprise en régie des Ateliers Santé Ville par la Ville de Paris.

Le Dr ZALAMANSKY regrette que la santé sexuelle n'est pas été abordée et reste un sujet tabou, et que le Planning Familial n'ait pas été consulté dans le cadre des Assises.

Concernant les violences faites aux femmes, le Dr TANNEAU regrette que cet item n'ait pas été intégré à la rémunération sur objectifs de santé publique (ROSP) lors de la négociation de la convention de l'Assurance-Maladie.

7) Point d'information sur la mise en place des Commissions des Usagers (CDU)

Intervention de Marlène UDA, Chargée de mission relations avec les usagers, Pôle Démocratie sanitaire, ARS Ile-de-France

Marlène UDA présente les grandes étapes de la mise en place des CDU dans les établissements de santé suite à la loi de la modernisation du système de santé et au décret du 1^{er} juin 2016. Cf *présentation powerpoint en annexe*

Mme GUIGNARD souhaite rappeler que seules les associations de malades sont agréées pour représenter les usagers et qu'en conséquence des associations comme le CODERPA (Comité départemental des retraités et des personnes âgées) ou les associations de personnes handicapées ne peuvent pas être agréées, ce qui constitue un problème car beaucoup d'usagers de ces associations sont sollicités pour participer dans les instances des établissements de santé.

Le Président propose que soit donné un avis sur la procédure d'agrément des associations qui devrait être élargie.

8) Point d'actualité

Le Dr Thierry HARVEY (Maternité des Diaconesses) fait un état à titre personnel de la situation à la maternité des Bluets (Hôpital Pierre-Rouquès-les Bluets) dans le 12^{ème} arrondissement.

Il évoque la crise de gouvernance qui y règne et qui a explosé début avril 2016 : l'association gestionnaire Ambroise Croizat (issue de la CGT Métallurgie) n'arrive pas à maintenir une équipe de direction et une chefferie de service stable.

Il évoque ensuite la non-certification de la maternité par la Haute Autorité de Santé, fortement relayée par les médias et l'enquête de l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS) en cours.

Suite à cette affaire, beaucoup de patientes se désinscrivent et reprogramment leurs accouchements sur les autres maternités qui sont déjà saturées et qui ont donc du mal à absorber ces reports.

Il souligne que l'Agence régionale de santé (ARS) suit ces restructurations de maternités depuis longtemps (Maternité des Lilas). Il plaide pour que les maternités ne soient pas abandonnées.

Il insiste sur le fait que la situation est « catastrophique » et qu'il y a un risque pour les patientes. Il soutient les équipes soignantes qui sont loin d'être sereines face à cette situation.

Le Président propose que soit demandé à M. ECHARDOUR un point sur cette situation à la prochaine réunion :

- Dans un système mis en tension par la tarification à l'activité, faut-il attendre que la CDU exprime un avis négatif pour revoir le système ?
- Comment est-ce que l'on peut gérer d'une autre manière un dysfonctionnement important dans un établissement de santé ?

9) Prochaines réunions de la Conférence

Les prochaines réunions auront lieu les vendredi 21 octobre et 25 novembre 2016 (9h-12h).